

Jean-Baptiste Desmoulière
Sébastien Diaz-De-Corcuera
Youssef Touam
Romain Sahut

Les Institutions Financières Mondiales Face Aux Crises



Banque mondiale et FMI

GO01

Table des matières

I.Présentation.....	4
a)La Banque Mondiale.....	4
a)Création.....	4
b)Rôle de la Banque Mondiale.....	5
c)Fonctionnement de la Banque Mondiale.....	6
b)Le Fonds Monétaire International FMI.....	7
a)Création.....	7
b)Rôle du FMI.....	9
c)Fonctionnement du FMI.....	10
Répartition des pouvoirs.....	10
Ressources du FMI.....	11
Les prêts du FMI.....	12
II.Les outils face aux crises.....	15
Cours rappel.....	15
1 Les outils du FMI et de la Banque mondiale face aux crises.....	15
a)En faveur des pays non pauvre et très endetté.	15
a)FMI.....	15
b)Aide en faveur des pays pauvres et des pays pauvre très endettés.....	17
b)Le FASR.....	17
c)Le FRPC.....	17
d)DSRP.....	18
e)Initiative en faveur des PPTE.....	19
c)Assistance technique.....	19
d)Surveillance.....	20
2. FMI et Banque Mondiale face aux crises.....	20
a)La Banque Mondiale.....	21
FMI.....	22
III. FMI et Banque Mondiale génératrices de crises.....	24
1. Les crises générées.....	24
a)La crise asiatique.....	24
b)L' Argentine.....	29
c)Une profonde crise de confiance vis-à-vis des institutions supranationales.....	31
2. Le consensus de Washington au cœur de la crise.....	34
a)Une solution pour tous les pays	34
b)Le problème des prêts et de leurs intérêts.....	37

Le Fond Monétaire Internationale et la Banque Mondiale sont deux institutions qui jouent un grand rôle dans la géopolitique internationale. Aujourd'hui souvent pointé du doigt par leurs réfractaires, pour les troubles qu'ils engendreraient dans les pays en voie de développement, il serait simple de présenter ces deux entités comme la plupart des documents disponibles sur le net.

Cependant, ce limiter à ne montrer que cet aspect serait à la fois réduire l'étude dans sa dimension temporelle, mais également spatiale. Il est en effet intéressant d'observer l'évolution de ces deux institutions, non seulement dans le temps, car leurs interventions, objectifs et lignes de conduites n'ont cessé d'être en évolution, mais également dans l'espace, car parallèlement à ces évolutions temporelles, ont pu assister à différents recentrages des politiques des deux corps, en accords avec leurs objectifs.

Il est donc à noter différentes choses sur cette étude. Tout d'abord, elle tente de prendre un maximum de recul quant aux événements et à la description des faits, et se fixe pour objectifs de donner au lecteur les repères nécessaires pour comprendre la situation actuelle et donc pouvoir se faire son jugement quant aux critiques qui sont faites aujourd'hui.

Afin de remplir cette mission, il convient donc de présenter la naissance du FMI et de la BM, les conditions dans lesquels ils ont fait leurs premiers pas, ainsi que leurs objectifs premiers. Comme on le montrera, leur évolution a suivi différentes lignes de conduites qui seront présentées avec des exemples, pour arriver à la situation actuelle.

La description de l'état actuel se portera donc sur les institutions en elles-mêmes, les mécanismes qui les régissent et leurs modes d'évolution, ainsi que sur la localisation géographique des prêts dispensés afin de démontrer le fait que ces aides ne sont pas dirigées vers une région spécifique, mais vers des points sensibles, en accord avec la conjoncture de chaque région.

Enfin, afin d'être capable de forger un opinion, la présentation du parti adverse, les réfractaires de ces deux institutions, et les exemples les plus cités, à savoir la crise asiatique et mexicaine, permettra de clore la présentation sur l'image actuelle que donnent beaucoup de média.

I.Présentation

Le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale sont deux organismes internationaux fréquemment évoqués par les médias ; mais leurs rôles et leurs fonctions sont souvent mal compris ou méconnus pour le commun des mortels.

Aussi, ce premier volet fera l'objet de deux parties ; l'une relative à la Banque Mondiale, l'autre au Fonds Monétaire International. Ces deux parties présenteront le contexte de création, le mode de fonctionnement, ainsi que les évolutions des différentes organisations.

a)La Banque Mondiale

a) Création



La Banque Mondiale fut créée le 27 décembre 1945 sous le nom de Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD en français et IBRD en anglais) suite aux Accords de Bretton Woods du 1er au 22 juillet 1944. Le 25 juin 1946, elle approuva son premier prêt, qui fut accordé à la France pour un montant de 250 millions de dollars (il s'agit du plus gros prêt réalisé par la Banque).

La Banque mondiale a été créée principalement pour aider à la reconstruction de l'Europe et du Japon au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec comme objectif supplémentaire d'encourager la croissance économique des pays en voie de développement africains, asiatiques et latino-américains. Au départ, la Banque mondiale a principalement financé de grands projets d'infrastructures (centrale électrique, autoroutes, aéroports, ...). Avec le rattrapage économique du Japon et de l'Europe, la Banque mondiale s'est intéressée exclusivement aux pays en voie de développement. Depuis les années 1990, elle finance aussi les pays post-communistes.

Les objectifs de la Banque mondiale ont évolué au cours des années. Elle a récemment mis l'accent sur la réduction de la pauvreté, en délaissant l'objectif unique de croissance économique. Elle favorise aussi la création des très petites entreprises. Elle a soutenu l'idée que l'eau potable, l'éducation et le développement soutenable sont des facteurs essentiels à la croissance économique et a commencé à investir massivement dans de tels projets. En réponse aux critiques, la Banque mondiale a adopté tout une série de politiques en faveur de la sauvegarde de l'environnement et du social, visant à s'assurer que leurs projets n'aggravaient pas le sort des populations des pays aidés. En dépit de ces politiques, les projets de la Banque mondiale sont souvent critiqués par les

organisations non gouvernementales (ONG) pour ne pas lutter efficacement contre la pauvreté et de négliger les aspects sociaux et environnementaux dans leurs projets.

b) Rôle de la Banque Mondiale

En 2004, la Banque mondiale a fourni des financements à hauteur de 20,1 milliards de dollars et poursuivi des opérations au profit de plus de 100 pays en développement pour les aider, grâce à ses apports financiers et techniques, à réduire la pauvreté.

Nous vivons dans un monde si riche que le revenu mondial dépasse 31.000 milliards de dollars par an. Mais si, dans certains pays, un individu moyen gagne plus de 40 000 dollars par an, dans d'autres, 2,8 milliards de personnes, soit plus de la moitié de la population des pays en développement, ont moins de 700 dollars par an pour vivre et 1,2 milliard d'entre eux moins d'un dollar par jour.

C'est pourquoi, dans les pays en développement, 33 000 enfants meurent chaque jour et plus d'une femme meurt en couches chaque minute. La pauvreté empêche plus de 100 millions d'enfants, pour la plupart des filles, d'aller à l'école. Abaisser le niveau de ces indicateurs de la [pauvreté](#), alors que la population mondiale ne cesse d'augmenter (elle devrait s'accroître d'environ 3 milliards de personnes au cours des 50 prochaines années) représente un défi immense.

Ainsi, la Banque mondiale cherche à réduire ce fossé qui existe entre les pays riches et les pays pauvres en utilisant les ressources des premiers pour assurer la croissance des seconds. La Banque, qui est l'un des principaux bailleurs d'aide au développement, appuie les efforts que déploient les gouvernements des pays en développement pour construire des écoles et des centres de santé, procurer eau et électricité, combattre les maladies et protéger l'environnement.

Le terme « Banque mondiale » est à présent utilisé pour désigner la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'[Association internationale de développement](#) (IDA). Ces organisations accordent aux pays en développement des prêts assortis de faibles taux d'intérêt, des crédits ne portant pas intérêt et des dons.

En contrepartie, la Banque Mondiale réclame que des dispositions politiques soient prises pour, par exemple, limiter la corruption ou faciliter l'émergence d'une démocratie.

La Banque Mondiale est engagé sur 9 fronts différents :

- Elle est la première source de financement international du secteur de l'éducation
- Elle est la première source de financement international dans la lutte contre le SIDA / VIH

- Elle joue un rôle de premier plan dans la lutte contre la corruption
- Elle soutient résolument l'allègement de la dette
- Elle est l'un des premières sources de financement international de projets de biodiversité
- Elle travaille en partenariat avec des gouvernements et d'autres organisations internationales
- Elle aide les populations pauvres à avoir accès à l'eau potable, à l'électricité et aux transports
- Elle aide les pays qui sortent de conflits
- Elle est à l'écoute et répond à l'appel des populations pauvres

c) Fonctionnement de la Banque Mondiale

La Banque mondiale n'est pas une « banque » au sens commun du terme. Elle est l'une des institutions spécialisées des Nations Unies et compte 184 [pays membres](#). Ces derniers sont responsables conjointement du financement de l'institution et de la manière dont ses fonds sont utilisés. Elle oriente ses efforts, à l'instar des autres membres de la communauté du développement, sur la réalisation des Objectifs de développement pour le millénaire qui ont été adoptés par les membres des Nations Unies en 2000 et qui visent à assurer une réduction durable de la pauvreté.

Le groupe de la Banque mondiale est composé de cinq institutions étroitement associées, appartenant toutes aux pays membres. Les institutions sont les suivantes : la BIRD (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement), l'IDA (Association Internationale pour le Développement), la SFI (Société Financière Internationale), la MIGA (Agence multilatérale de garantie des investissements) et le CIRDI (Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements). Chaque institution a un rôle bien distinct dans la mission du groupe, qui est de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations. La Banque mondiale est organisée en Vice-présidences (VP) qui ont chacune la responsabilité d'une région particulière ou d'un secteur, avec mandat d'y combattre la pauvreté et d'encourager le développement économique.

La Banque mondiale est dirigée comme une coopérative dont les [pays membres](#) sont également les actionnaires. Le nombre d'actions dont dispose un pays est basé, plus ou moins, sur la taille de son économie. Les États-Unis en sont le plus gros actionnaire avec 16,41% des voix. Ils sont suivis par le Japon (7,87%), l'Allemagne (4,49%), le Royaume-Uni (4,31%), et la France (4,31%). Le reste des actions est divisé entre les autres pays membres.

Les gouvernements actionnaires de la Banque mondiale sont représentés par un [Conseil des Gouverneurs](#). Ceux-ci sont généralement des ministres, comme des ministres des finances ou du développement. Les Gouverneurs décident des politiques de la Banque mondiale et se rencontrent une fois par an au cours des Réunions annuelles de la Banque mondiale.

Comme les Gouverneurs ne se rencontrent qu'une fois par an, ils délèguent certains aspects de leur mandat à des [Administrateurs](#) qui travaillent au siège même de la Banque. Chaque gouvernement membre du groupe de la Banque mondiale est représenté par un Administrateur. Les cinq plus grands actionnaires, à savoir la France, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis, nomment chacun un Administrateur. Les autres pays sont répartis dans 19 groupes, chacun ayant pour représentant un Administrateur, qui représente donc plusieurs pays.

Le président de la Banque est, traditionnellement, un ressortissant du pays actionnaire le plus important, soit les États-Unis. Il est élu pour cinq ans renouvelables. Le président de la Banque mondiale assume la présidence des réunions du Conseil des Administrateurs, et est responsable de la gestion de l'institution. Le président actuel du groupe de la Banque mondiale est M. Paul Wolfowitz ; il vient d'être désigné.

La Banque mondiale emploie approximativement [9.300 personnes](#). Ce personnel comprend des économistes, des éducateurs, des spécialistes de l'environnement, des analystes financiers, des anthropologues, des ingénieurs, et d'autres professionnels. Ces membres proviennent de 160 pays différents et plus de 3.000 d'entre eux travaillent dans les représentations résidentes de la Banque mondiale dans le monde.

b)Le Fonds Monétaire International FMI

a) Création

Le FMI a été créé en juillet 1944 lors d'une conférence internationale qui s'est tenue à Bretton Woods, dans le New Hampshire (États-Unis), au cours de laquelle les représentants de 44 nations se sont accordés sur la mise en place d'un cadre de coopération économique destiné à prévenir les politiques économiques désastreuses qui avaient contribué à la crise des années 30.



Au cours de cette décennie, en effet, le ralentissement de l'activité des grandes économies industrielles avait incité les pays à tenter de se protéger en intensifiant les restrictions à l'importation, ce qui n'a fait qu'accroître le processus de contraction des échanges, de la production et de l'emploi au niveau mondial. Pour stopper l'hémorragie de leurs réserves d'or et de devises, certains pays ont limité les possibilités d'achat à l'étranger offertes à leurs ressortissants, d'autres ont dévalué leur monnaie ou imposé des restrictions complexes à la détention de devises. Mais ces remèdes se sont révélés inopérants. Aucun pays n'a pu préserver durablement son avantage compétitif, et cette politique du «chacun pour soi» a porté un coup terrible à l'économie internationale : les échanges mondiaux ont fortement diminué, de même que l'emploi et le niveau de vie, dans un grand nombre de pays.

Alors que la seconde guerre mondiale tirait à sa fin, les principaux alliés ont envisagé divers moyens de remettre de l'ordre dans les relations monétaires internationales, et la Conférence de Bretton Woods a abouti à la création du FMI. Les représentants des nations participantes ont adopté la charte (ou statuts) d'une institution internationale chargée de surveiller le système monétaire international et de favoriser à la fois l'élimination des restrictions de change applicables au commerce des biens et des services et la stabilité des taux de change.

Le FMI a vu le jour le 27 décembre 1945, lorsque ses Statuts ont été ratifiés par 29 États membres. Il a été créé en vue de réguler le système monétaire international de changes fixes, et de mettre fin aux fréquentes dévaluations, en mettant temporairement, moyennant des garanties adéquates, ses ressources à la disposition des États membres qui ont des difficultés de balance des paiements.

Les buts assignés au FMI par ses Statuts sont les mêmes aujourd'hui qu'en 1944 (voir page suivante). L'institution a pour but de prévenir les crises systémiques en encourageant les pays à adopter des politiques économiques saines; comme son nom l'indique, elle est en même temps un fonds auquel les États membres qui ont des besoins de financement temporaires peuvent faire appel pour remédier à leurs problèmes de balance des paiements.

Depuis cette date, le revenu réel mondial a enregistré une croissance sans précédent. Et, quoique les bienfaits de la croissance ne se soient pas équitablement répartis (que ce soit au sein des pays ou entre ceux-ci), la plupart des pays sont plus prospères, ce qui contraste fortement avec la situation observée en particulier entre les deux guerres. Ce résultat s'explique en partie par la conduite de meilleures politiques économiques, et notamment de politiques qui ont encouragé l'essor du commerce mondial et aidé à lisser les fluctuations du cycle économique. Le FMI a contribué à une telle évolution.

BUTS DU FMI

1. Promouvoir la coopération monétaire internationale au moyen d'une institution permanente fournissant un mécanisme de consultation et de collaboration en ce qui concerne les problèmes monétaires internationaux.
2. Faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce international et contribuer ainsi à l'instauration et au maintien de niveaux élevés d'emploi et de revenu réel et au développement des ressources productives de tous les États membres, objectifs premiers de la politique économique.
3. Promouvoir la stabilité des changes, maintenir entre les États membres des régimes de change ordonnés et éviter les dépréciations concurrentielles des changes.
4. Aider à établir un système multilatéral de règlement des transactions courantes entre les États membres et à éliminer les restrictions de change qui entravent le développement du commerce mondial.
5. Donner confiance aux États membres en mettant les ressources générales du Fonds temporairement à leur disposition moyennant des garanties adéquates, leur fournissant ainsi la possibilité de corriger les déséquilibres de leurs balances des paiements sans recourir à des mesures préjudiciables à la prospérité nationale ou internationale.
6. Conformément à ce qui précède, abréger la durée et réduire l'ampleur des déséquilibres des balances des paiements des États membres. Dans toutes ses politiques et décisions, le Fonds s'inspire des buts énoncés dans le présent article.

Les pays qui ont adhéré au FMI entre 1945 et 1971 se sont engagés à maintenir la parité de leur monnaie (en fait, la valeur en dollars de celle-ci et, dans le cas des États-Unis, la valeur en or du dollar) à un taux qui pouvait être ajusté, mais seulement pour corriger un «déséquilibre fondamental» de la balance des paiements, et avec le consentement du FMI. Ce système de taux de change, dit de «Bretton Woods», est resté en vigueur jusqu'en 1971, date à laquelle le gouvernement des États-Unis a suspendu la convertibilité en or du dollar (et des réserves en dollars détenues par les autres gouvernements).

b) Rôle du FMI

Le rôle du FMI a largement évolué au cours des trente dernières années, notamment avec la

fin de la fixité des taux de change en 1971, qui entraîne la disparition du premier rôle du Fonds.

A partir de 1973, avec la flexibilité officielle des taux de change, Il redéfinit ses missions et devient un instrument de régulation financière et d'aide aux pays en développement, chargé de permettre à ces pays de surmonter des crises temporaires de financement de leur déficit de la balance des paiements.

De plus, la mission du FMI a gagné aussi en importance pour la simple raison que le nombre des États membres a augmenté. En effet, il a plus que quadruplé depuis la création du FMI (qui comptait alors 44 États membres) en raison de l'accession à l'indépendance de nombreux pays en développement et, plus récemment, de l'effondrement du bloc soviétique.

L'augmentation du nombre des États membres du FMI et les changements survenus dans l'économie mondiale ont exigé du FMI qu'il s'adapte à divers égards pour continuer à s'acquitter au mieux de ses fonctions.

Son action aujourd'hui consiste à prêter de l'argent aux pays connaissant ce type de difficultés, ceux-ci devant en contrepartie mettre en oeuvre des politiques pour parvenir à l'équilibre de leur balance des paiements. Aujourd'hui, il est devenu le principal acteur de la dette des pays du Sud.

Le FMI est parfois qualifié de "gendarme" des finances internationales lorsqu'il impose ses programmes d'ajustement structurels, et de "pompier" lorsqu'il intervient financièrement pour renflouer des Etats touchés par une crise financière.

L'élargissement de son champ d'action le conduit à interférer avec les compétences de la Banque mondiale et pose la question de la concurrence (et/ou complémentarité) entre les deux organisations.

c) Fonctionnement du FMI

Répartition des pouvoirs

Le mode de décision du FMI, comme celui de la Banque mondiale, est basé sur une répartition des droits de vote en fonction du montant de la cotisation des Etats membres, selon le principe "**1 dollar, 1 voix**".

Les droits de vote des 24 administrateurs du FMI se répartissent comme suit en janvier 2005

:

Etats-Unis	17,14%	Espagne	4,29%
Japon	6,15%	Italie	4,19%
Allemagne	6,01%	Canada	3,72%
France	4,96%	Belgique	5,15%
Royaume-Uni	4,96%	Pays-Bas	4,86%
Soit 10 pays industrialisés			56,28%

Les droits de vote diffèrent légèrement des quote-parts, un minimum de droit de vote étant attribué à tous les pays, même les plus petits.

Pour modifier la charte du FMI, il faut 85% des voix. Les Etats-Unis, qui détiennent 17,14% des voix, possèdent donc une minorité de blocage.

Les pays en développement dans leur ensemble, quant à eux, détiennent 38% des voix, 46 pays africains n'étant représentés que par deux des 24 administrateurs du Fonds.

Le Directeur général est choisi par le Conseil d'administration, dont il est le Président. Il est aussi le chef des services du FMI et gère les affaires courantes sous la direction du Conseil. Son mandat, d'une durée initiale de cinq ans, est renouvelable. Le Directeur général est aidé dans ses fonctions par le Premier Directeur général adjoint et par deux Directeurs généraux adjoints.

Les membres des services du FMI sont des fonctionnaires internationaux responsables devant le FMI, et non pas devant les autorités nationales. L'organisation compte environ 2.800 fonctionnaires originaires de 141 pays. Les deux tiers environ de ses cadres sont des économistes. Les 26 départements et bureaux du FMI ont à leur tête des directeurs qui rendent compte au Directeur général. La plupart des fonctionnaires du FMI sont en poste à Washington, et environ 90 représentants résidents sont détachés auprès des États membres pour les conseiller dans le domaine économique. Le FMI dispose, à Paris et à Tokyo, de bureaux qui servent de centres de liaison avec d'autres institutions internationales ou régionales et avec des organismes de la société civile. Ses autres bureaux, situés à New York et à Genève, sont essentiellement chargés de la liaison avec les autres institutions du système des Nations Unies.

Ressources du FMI

Les ressources du FMI proviennent principalement des souscriptions (au capital) ou quotes-parts que les pays versent au moment de leur adhésion, ou des augmentations de quotes-parts issues de révisions périodiques. Les pays versent 25 % de leurs souscriptions en droits de tirage spéciaux (DTS), ou dans les principales monnaies, telles que le dollar ou le yen ; le FMI peut réclamer le solde, payable dans la monnaie du pays membre s'il en a besoin pour accorder des prêts. La quote-part d'un pays détermine non seulement le montant qu'il doit verser au titre de sa souscription, mais aussi le nombre de voix qui lui sont attribuées, le montant des concours qu'il peut recevoir du FMI et sa part des allocations de DTS.

La quote-part dépend en général du poids du pays dans l'économie mondiale : plus son économie (en termes de production) est grande et plus ses échanges sont importants et variables, plus sa quote-part est élevée. La contribution la plus forte (17,5 % du total des quotes-parts) est celle des États-Unis, première puissance économique mondiale; la plus faible (0,001 %) est celle de Palaos. La dernière en date des révisions des quotes-parts (la onzième), qui est entrée en vigueur en janvier 1999, a accru le total des quotes-parts au FMI (pour la première fois depuis 1990) d'environ 45 % pour le porter à 212 milliards de DTS (environ 300 milliards de dollars).

Si nécessaire, le FMI peut recourir à l'emprunt pour compléter les ressources qu'il tire des quotes-parts. Le FMI dispose de deux lignes de crédit sur lesquelles il peut tirer si un danger menace le système monétaire international, à savoir :

- les Accords généraux d'emprunt (AGE), qui ont été conclus en 1962 et regroupent 11 participants (États ou banques centrales des pays industrialisés du Groupe des Dix et de la Suisse)
- les Nouveaux Accords d'emprunt (NAE), conclus en 1997 et auxquels participent 25 pays et institutions.

Ces deux lignes de crédit mettent à la disposition du FMI un total de 34 milliards de DTS (environ 50 milliards de dollars).

Les prêts du FMI

Il existe 4 types d'emprunts au sein du FMI.

➤ **Les Accords de confirmation.** Ils ont pour objectif d'aider les pays à surmonter des

difficultés temporaires de balance des paiements; c'est le type d'accord du FMI le plus utilisé. Leur durée est en général de 12 à 18 mois, et le remboursement normalement compris entre 2 ½ et quatre ans. Des commissions additionnelles s'appliquent aux tirages de montant élevé.

➤ **La Facilité de réserve supplémentaire.** Cette facilité a été instituée en 1997 pour répondre à d'importants besoins de financement à très court terme. La création de cette facilité a été motivée par la perte soudaine de confiance dont ont souffert certaines économies de marché émergentes dans les années 90, qui ont provoqué des sorties massives de capitaux et nécessité de la part du FMI des concours financiers d'une ampleur jusqu'alors inégalée. Les pays sont censés rembourser les emprunts dans un délai de deux ans à deux ans et demi, mais ils peuvent solliciter une extension ne dépassant pas six mois. Tous les prêts au titre de la FRS sont assortis d'un taux substantiel de commission additionnelle de 3 à 5 points de pourcentage.

➤ **Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC).** Créée en septembre 1999, la FRPC est une facilité de crédit du FMI qui a remplacé la **Facilité d'ajustement structurelle (FAS) et structurelle renforcée (FASR)** créées en 1986 et 1988 pour fournir des prêts à des taux très bas afin de soutenir des réformes structurelles.

En contrepartie, les autorités nationales doivent proposer un document de stratégie de réduction de la pauvreté.

➤ **La Facilité de financement compensatoire et de financement pour imprévus (FFCI)** vise à assister les pays confrontés à une chute soudaine de leurs recettes d'exportations ou à une augmentation du coût de leurs importations de céréales en raison de la fluctuation des prix mondiaux des produits de base. Les conditions financières de cette facilité sont analogues à celles d'un accord de confirmation, mais les prêts ne sont pas assujettis à une commission additionnelle.

A cela s'ajoute également les aides d'urgence. En effet, le FMI débloque une aide d'urgence aux pays ayant subi une catastrophe naturelle ou sortant d'un conflit. Les concours au titre de l'aide d'urgence sont assortis du taux de commission de base, bien que des bonifications de taux d'intérêt soient offertes aux pays admis à bénéficier de la FRPC, en fonction des disponibilités. Les prêts doivent être remboursés dans un délai de trois ans et trois mois à cinq ans.

À l'exception de la FRPC, tous les mécanismes et facilités de financement sont assortis du taux d'intérêt du FMI (le «taux de commission») qui est fondé sur le marché; certaines facilités entraînent un coût d'intérêt supplémentaire, le «taux de commission additionnelle». Le taux de commission est basé sur le taux d'intérêt du DTS, qui est recalculé chaque semaine pour tenir compte des fluctuations à court terme des taux d'intérêt sur les principaux marchés monétaires internationaux. Au 28 février 2005, le taux de commission était de 3,39 %. Les prêts de montant très élevé sont assortis d'un taux de commission additionnelle et doivent être remboursés par

anticipation lorsque la position extérieure du pays le permet.

Le montant qu'un pays peut emprunter au FMI (la «limite d'accès») varie en fonction du type de prêt accordé, mais en général ce montant représente un multiple de la [quote-part](#).

II. Les outils face aux crises

Cours rappel

Le Fonds monétaire international a été créé par un traité entré en vigueur en 1945 pour favoriser la mise en place d'une économie mondiale solide. Il a son siège à Washington et est gouverné par 184 États membres, ce qui donne une dimension quasi universelle. Le FMI occupe une position centrale dans le système monétaire international — c'est-à-dire dans le système des paiements internationaux et des de change entre les monnaies nationales qui permet les transactions internationales. L'institution a pour but de prévenir les crises systémiques en encourageant les pays à adopter des politiques économiques saines; comme son nom l'indique, elle est en même temps un fonds auquel les États membres qui ont des besoins de financement temporaires peuvent faire appel pour remédier à leurs problèmes de balance des paiements.

La Banque mondiale cherche à réduire le fossé qui existe entre les pays riches et les pays pauvres en utilisant les ressources des premiers pour assurer la croissance des seconds. La Banque, qui est l'un des principaux bailleurs d'aide au développement, appuie les efforts que déploient les gouvernements des pays en développement pour construire des écoles et des centres de santé, procurer eau et électricité, combattre les maladies et protéger l'environnement.

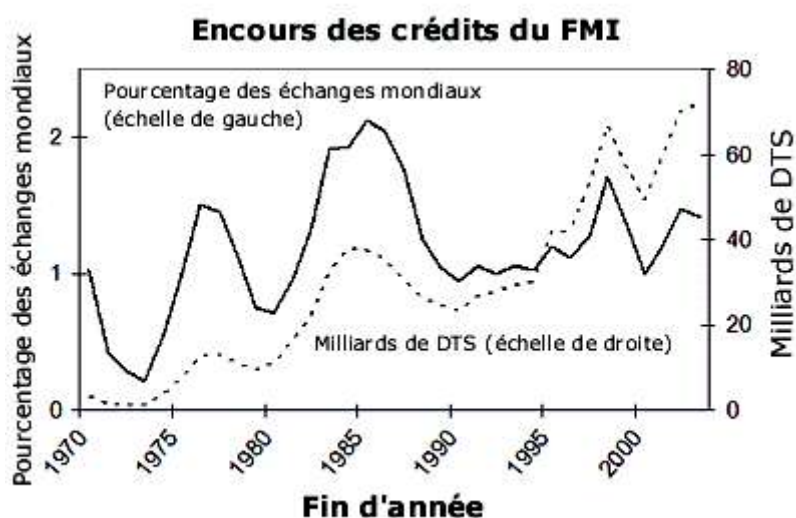
1 Les outils du FMI et de la Banque mondiale face aux crises

a) En faveur des pays non pauvres et très endettés.

a) FMI

Qui peut emprunter des fonds au FMI? Un pays membre peut solliciter une aide financière au FMI s'il constate un besoin de balance des paiements — c'est-à-dire dans les cas où il ne peut pas obtenir de financements suffisants à des conditions abordables pour régler ses paiements internationaux. Un prêt du FMI facilite les politiques d'ajustement et de réforme qu'un pays doit

mettre en œuvre pour corriger ses déséquilibres de paiements et restaurer les conditions d'une croissance économique durable.



Qu'est ce que les DTS? Les DTS (droits de tirage spéciaux) sont l'unité utilisée au FMI, il est déterminé en fonction du Quote Part, lui même dépendant de la position économique du pays au moment de son entrée au sein du FMI (PIB, ...). Les DTS servent également de référence pour les votes, chaque pays détient un certain pourcentage du totale des votes et ce en fonction de la quantité de DTS qu'il possède. Pour exemple les Etats Unis possède le plus grand nombre de DTS (37.1 milliards de DST correspondant à 56.9 milliards de dollars : 17,1% des voix lors des votes) et le Ladan (état du Pacifique : île) possède 3.1 millions de DTS (3.1 millions de DTS à 4.7 millions de dollars : 0.013% des voix lors d'un vote)

Un pays peut donc emprunter à hauteur d'un certain pourcentage de sa quote par donc de la cotisation qu'il a fournie à son entrée au sein du FMI. Il peut ainsi emprunter jusqu'à 100% de sa quote par annuellement et jusqu'à 300% au totale. Cependant, les limites d'accès peuvent être plus élevées dans des circonstances exceptionnelles.

Les prêts du FMI relèvent généralement d'«accords» stipulant les conditions que le pays doit remplir pour avoir accès aux ressources. Le programme économique qui sous-tend un accord est formulé par le pays en consultation avec le FMI. Une fois l'accord, le prêt est mis à la disposition du pays par tranches successives au fur et à mesure de l'exécution du programme. De cette façon, le FMI veille à ce que le pays emprunteur suive les conditions de l'accord signé avec le FMI. Si le pays ne respecte pas les termes de l'accord, le FMI gèle les prêts destinés à ce pays.

b) Aide en faveur des pays pauvres et des pays pauvre très endettés

b)Le FASR

Jusqu'à 1999, le FMI disposait du FASR (facilité d'ajustement structurel renforcée) mis en place au début des années 1970. Le FMI a créé le FASR pour répondre aux difficultés de balance des paiements auxquelles sont confrontés nombre des pays les plus démunis en leur accordant des financements concessionnels.

Les principaux critères d'admissibilité étaient le revenu par habitant et l'admissibilité aux concours de l'Association internationale de développement (IDA), le guichet concessionnel de la Banque mondiale.

Les pays admissibles pouvaient emprunter à hauteur de 140 % de leur quote par au FMI dans le cadre d'un accord de trois ans; ce plafond pouvait toutefois être relevé à un maximum de 185 % dans des circonstances exceptionnelles. Les prêts au titre de la FASR étaient assortis d'un taux d'intérêt annuel de 0,5 % et étaient remboursables sur dix ans par paiements semestriels dont le premier avait lieu cinq ans et demi après le décaissement du prêt.

c)Le FRPC

Depuis 1999 le FRPC (facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance) remplace le FASR. Ceci est lié à la volonté du FMI de contribuer de plus en plus à la lutte contre la pauvreté et la recentrant dans ses priorités avec la promotion de la croissance dans les pays membres les plus pauvres. Ce changement est aussi dû à l'introduction du DSRP (document de stratégie pour la réduction de la pauvreté) dont on parlera plus tard dans cette partie.

Les programmes appuyés par la FRPC reflètent plus étroitement les priorités nationales en matière de réduction de la pauvreté et de croissance. Les principales mesures de politique économique et réformes structurelles axées sur la réduction de la pauvreté et sur la croissance sont définies et hiérarchisées durant le processus du DSRP et, si possible, leur coût budgétaire est évalué. Dans le cadre des programmes FRPC, les budgets nationaux reflètent cette analyse. Par ailleurs, les objectifs budgétaires de ces programmes sont adaptés en fonction de l'évolution des circonstances du pays et des priorités des politiques en faveur des pauvres.

Les programmes appuyés par la FRPC mettent l'accent sur le renforcement de la gestion publique pour aider les pays à bien cibler et hiérarchiser leurs dépenses.

Les programmes appuyés par la FRPC ne portent que sur des domaines relevant de la responsabilité première du FMI, sauf dans le cas où une mesure particulière est considérée comme ayant un effet direct et décisif sur la situation macroéconomique. Le FMI dispense généralement des conseils sur l'élaboration de politiques macroéconomiques prudentes. Le cas échéant, le FMI fait appel aux compétences de la Banque mondiale pour la conception de programmes appuyés par la FRPC, et les services des deux institutions coopèrent étroitement dans le domaine de la conditionnalité. La Banque prend l'initiative des conseils aux autorités en ce qui concerne l'élaboration des stratégies de réduction de la pauvreté, notamment pour les diagnostics de la pauvreté, le suivi, les questions structurelles et sectorielles, la dimension sociale, et l'évaluation des dépenses prioritaires de lutte contre la pauvreté.

d)DSRP

Les DSRP (documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté) sont établis par les gouvernements des pays à faible revenu selon un processus participatif dans lequel s'impliquent à la fois les parties prenantes au niveau national et les partenaires extérieurs du développement, dont le FMI et la Banque mondiale.

Le DSRP décrit les politiques et les programmes macroéconomiques, structurels et sociaux qu'un pays mettra en œuvre pendant plusieurs années pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté; il expose aussi les besoins de financement extérieur et les sources de financement connexes.

L'alignement des programmes soutenus par des prêts concessionnels du FMI dans le cadre de la FRPC sur le dispositif des DSRP représente un bon point de départ. De manière à améliorer l'efficacité de ses opérations et à répondre aux besoins des pays membres, le FMI aura pour tâches prioritaires à court terme :

- d'aider les pays à concevoir des cadres macroéconomiques réalistes, mais souples, liés aux stratégies et budgets nationaux;
- de prêter davantage attention aux sources de la croissance, aux obstacles auxquels elle se heurte, à l'incidence de la politique économique sur la croissance et aux effets de répartition de cette dernière;
- de renforcer la gestion des dépenses publiques, ainsi que l'analyse des répercussions des choix de politique économique sur le plan social et les questions de pauvreté;
- de s'efforcer, en concertation avec les autres bailleurs de fonds, de mieux coordonner l'assistance, afin de la rendre plus efficace et de rationaliser les concours apportés à l'appui de la mise en œuvre des DSRP.

e) Initiative en faveur des PPTE

L'initiative en faveur des PPTE est un dispositif global de réduction de la dette des Pays Pauvres Très Endettés qui appliquent des programmes d'ajustement et de réforme appuyés par le FMI et la Banque mondiale. À ce jour, des allègements de dette ont été approuvés en faveur de 27 pays, dont 23 en Afrique, pour un montant total de 32 milliards de dollars.

Pour bénéficier d'une assistance au titre de l'initiative, un pays doit

- faire face à une charge de la dette insupportable, hors du champ des mécanismes d'allègement de la dette traditionnellement disponibles.
- donner la preuve qu'il a engagé des réformes et mené une politique économique avisée dans le cadre des programmes appuyés par le FMI et la Banque mondiale : FRPC.
- avoir formulé un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP).

Le coût total de l'aide apportée aux 38 pays admissibles est estimé en 2004 à environ 58 milliards de dollars. Un peu plus de la moitié proviendra de créanciers bilatéraux, et le reste, de créanciers multilatéraux.

Pour les 27 pays pour lesquels un allègement a déjà été approuvé, le service de la dette exigible entre 1998 et 2004 a diminué en moyenne de plus de moitié par rapport aux exportations et aux recettes publiques. Cependant, pour que la réduction de la dette ait un effet tangible sur la pauvreté, les ressources ainsi dégagées doivent être ciblées sur les pauvres. Avant l'initiative PPTE, les pays admissibles consacraient, en moyenne, un peu plus de ressources au service de leur dette qu'à la santé et à l'éducation combinées. Ce n'est plus le cas dans les 27 pays dont la dette a été allégée au titre de l'initiative. Dans le cadre de leurs récents programmes appuyés par le FMI et la Banque mondiale, ces pays ont accru notablement leurs dépenses consacrées à la santé, à l'éducation et aux autres services sociaux, et, en moyenne, ces dépenses sont maintenant près de quatre fois supérieures au montant des paiements au titre du service de la dette.

c) Assistance technique

L'assistance technique est l'un des avantages que les pays retirent de leur adhésion au FMI. Ces concours sont en principe fournis à titre gratuit aux pays qui en font la demande, dans les limites des contraintes de ressources. Les opérations d'assistance technique du FMI sont consacrées pour les trois quarts environ aux pays à faible revenu ou pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie.

On retrouve donc l'assistance du FMI dans divers domaines comme :

- politiques macroéconomiques

- politiques fiscales et administrative des recettes
- système de change
- viabilité du secteur financier

L'assistance technique du FMI prend diverses formes : soit directement, souvent par le biais de missions de courte durée de membres des services du siège, soit par détachement d'experts et/ou de conseillers résidents pour des périodes s'échelonnant de quelques semaines à quelques années. L'assistance technique prend aussi la forme de rapports d'analyse technique et de diagnostic, de cours de formation, de séminaires, d'ateliers, ainsi que de services d'appui et de conseil en ligne.

L'appui technique du FMI est financé par des ressources tant intérieures qu'extérieures. Le FMI finance directement les coûts occasionnés par l'assistance technique : prestation, supervision, frais administratifs et autres; ces dépenses représentent environ un cinquième de son budget administratif.

d) Surveillance

Aux termes de de l'article IV de ses statuts, le FMI a pour mandat d'exercer une ferme surveillance sur la politique de change des États membres afin d'assurer le fonctionnement effectif du système monétaire international. A la surveillance du système de change international pour lequel le FMI fut créé, on peut rajouter aujourd'hui :

- Les politiques structurelles. Cette surveillance est due au ralentissement de l'économie et de l'apparition de la crise des dettes lourdes (1980) au lendemain du second choc pétrolier.
- Les question liées au secteur financier. Crise des secteurs financiers des années 1990.
- Les questions institutionnelles, telle que l'indépendance de la banque centrale, la réglementation du secteur financier, la transparence de la politique économique.
- L'évaluation des risques et des facteurs de vulnérabilité liés aux flux de capitaux massifs parfois volatils. La prévention des crises a toujours été un objectif essentiel de la surveillance du FMI mais, compte tenu de l'expansion des marchés de capitaux mondiaux, il est apparu nécessaire d'étendre le champ d'application de la surveillance au-delà du cadre traditionnel des comptes des transactions courantes et de la viabilité de la dette extérieure.

2. FMI et Banque Mondiale face aux crises

a) La Banque Mondiale

Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, l'Europe et le Japon sont dévastés. La Banque Mondiale, à peine créée, commence donc par favoriser la reconstruction de ces régions en leur accordant des prêts parfois très importants (par exemple pour la France qui reçut 250 Millions de dollars). Permettant ainsi de recréer des zones de commerce pour les Etats-Unis d'Amérique, ces importantes sommes d'argent sont également accordées afin de ne pas laisser les germes du communisme prendre, dans ces pays ravagés par les bombardements. Ils permettent également aux USA de se poser comme le vainqueur « au grand cœur » qui aide même le pays sur lequel il a lancé 2 bombes atomiques.

En posant ainsi deux « murs anti-communisme » autour de l'URSS, la Banque Mondiale entend bien créer une zone libérale et aux liens économiques très forts entre l'Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest et le Japon, ce qui lui permettrait d'être implanté dans toutes les régions dynamiques du globe.

Avec le rattrapage économique de la France et du Japon, la Banque Mondiale put, pendant la Guerre Froide se concentrer sur le financement de grands projets d'infrastructures (centrales électriques, autoroutes, aéroports, etc.) contribuant au développement économique d'un pays. Ces aides se dirigèrent principalement vers les pays du Tiers Monde. Ainsi, sous la direction de Mc Namara, bien que celui-ci ait relevé le problème de l'endettement du Tiers Monde, cette dette passa de 2,7 milliards de dollars en 1968, année de l'accession de Mc Namara à la présidence de la Banque Mondiale, à 8,7 milliards en 1978 et à 12,0 milliards en 1981. Ces aides, permettant aux pays pauvres de développer des infrastructures économiques nécessaires, emprisonnèrent les pays du Tiers Monde dans des dettes encore d'actualité. Pour le président de la Banque Mondiale de cette période, l'endettement devait être une source de motivation pour le pays, pour sortir d'une situation économique grave. L'entrée dans un cercle : endettement / investissement & augmentation de la production / remboursement de l'endettement, devait permettre aux Pays en Voie de Développement, de se développer et de devenir compétitifs au niveau international. Malheureusement, l'augmentation brutale des taux d'intérêt imposée à partir de la fin de l'année 1979 par la Réserve fédérale des Etats-Unis (les liens entre la Banque mondiale, la Réserve fédérale et le gouvernement des Etats-Unis sont étroits), la crise fut inévitable.

Dans les années 90, la Banque Mondiale commence à afficher une volonté de corriger ses erreurs. Après une première réforme en 1987 visant à aider les pays surendettés, par un programme d'assistance, la Banque Mondiale accorde un prêt de 1,26 Milliards de dollars au Mexique pour soutenir son programme de désendettement. Parallèlement à ceci, l'organisation lance le fond pour l'environnement mondial avec le PNUD et le PNUE.

Pour faire face aux troubles de ces régions, la Banque Mondiale accorde un prêt, sur un programme triennal d'aide aux palestiniens de Cisjordanie et de Gaza pour la transition. La Bosnie Herzégovine reçoit une aide, sous forme de la création du fond fiduciaire, afin de lutter contre la pauvreté dans ce pays, après plusieurs années de guerre.

On assiste donc depuis la fin des années 90 à un recentrage de l'action de la Banque Mondiale sur la réduction de la pauvreté. C'est dans ce sens que vont les réformes de 1997 et 1998, visant organiser la stratégie de lutte contre la pauvreté et à redéfinir le cadre de développement de la Banque Mondiale. Ainsi, les investissements dans l'eau potable, l'éducation, etc. sont conseillés, voire imposés par la Banque Mondiale aux pays recevant des aides.

FMI

A l'origine, le rôle du FMI était de défendre le nouveau système de changes fixes. Ses objectifs sont définis lors des accords de Bretton Woods.

En 1963, la création du mécanisme de financement compensatoire, destiné à aider les pays touchés par les effets d'une baisse temporaire de leurs recettes d'exportation marque un premier tournant dans la ligne de conduite du FMI. Cependant, lorsque les USA abrogent la convertibilité du dollar en or, les deux éléments principaux des accords de Bretton Woods cessent d'exister. Le FMI est maintenu et se révèle peu à peu comme étant à la fois une sorte de gendarme et de pompier, pour le capitalisme mondialisé. Il est le gendarme, car il impose régulièrement ses programmes d'ajustements structurels, et le pompier, lorsqu'il intervient financièrement pour renflouer les Etats touchés par les crises.

En 1974, l'établissement du mécanisme élargi de crédit au sein du FMI, créé afin d'accorder une aide à moyen terme aux pays en proie à des problèmes de balance des paiements, ainsi que la création du Comité intérimaire du FMI et du Comité de développement de la Banque mondiale réaffirme ce changement de position du FMI, qui change de cible pour ses aides.

En 1982, le Mexique suspend le règlement du service de sa dette extérieure (80 milliards de dollars). La crise se propage alors aux autres pays en développement, amassant une dette totale : 780 milliards de dollars. Les Etats-Unis, et le FMI accordent 8 milliards de dollars de prêts d'urgence conditionnés par l'adoption de mesures d'ajustement structurel, afin de tenter d'absorber la crise, en la repoussant tout au moins, puisque les prêts sont remboursés par d'autres prêts...

En 1985, à l'initiative du secrétaire d'état américain James Baker, les pays riches décident un plan d'allègement des créances publiques bilatérales, pour les pays gravement endettés qui entreprennent un programme d'ajustement, dit Plan Baker. Ces programmes ont pour but de réduire leur dette, et donc de les faire sortir du cercles vicieux : prêts – remboursements, qui s'est installé. A la suite de cet échec sur la dette des PED, le FMI, sur proposition du secrétaire américain au trésor,

Nicholas Brady, adopte le Plan Brady : selon ce plan, les institutions internationales et les gouvernements prêtent de l'argent aux pays endettés pour leur permettre de racheter les créances dévalorisées que les banques commerciales cèdent sur le marché secondaire avec une forte décote.

Au cours de la dernière décennie, tout semble s'accélérer. Au cours du cinquantenaire du FMI, les pays industrialisés refusent d'augmenter les moyens financiers du FMI, parallèlement aux manifestations de la coordination des ONG contre la tyrannie des 2 organisations monétaires. En 2000, la 55^{ème} Assemblée annuelle du FMI est marquée par d'importantes manifestations de rue d'opposants à la mondialisation...

III. FMI et Banque Mondiale génératrices de crises

1. Les crises générées

a) La crise asiatique

L'Asie venait de traverser 30 ans de forte croissance ininterrompue, et la pauvreté reculait, on parlait alors de « miracle asiatique ».

La crise financière et économique qui a frappé l'Indonésie à l'été 1997 a constitué l'un des points culminants de la tourmente qui s'est abattue sur l'Asie et qui a secoué jusqu'aux places financières périphériques comme celles du Brésil et de la Russie. Quatre ans après, la crise trouve encore ses prolongements dans l'atonie de la croissance indonésienne et dans le dénuement de la population.

Le foyer de la crise asiatique fut la Thaïlande, où la vague de spéculation contre le baht thaïlandais a entraîné l'abandon du change fixe par rapport à la devise américaine et une dévaluation de fait. Ce premier choc engendra automatiquement de nouveaux chocs sur les autres places émergentes de la zone, du fait notamment de la profonde interdépendance entre les économies asiatiques. Ainsi, après la dépréciation du baht, la pression s'est étendue à d'autres pays asiatiques présentant aux yeux des investisseurs des traits similaires, notamment une monnaie surévaluée et un système bancaire fragilisé par des prêts improductifs. La crise financière s'est propagée à la Malaisie, à Hong Kong, puis à l'Indonésie.

Depuis juillet 1997, le "miracle indonésien" a ainsi été emporté dans la tourmente financière des autres économies de la région et a révélé les profondes fissures politiques et économiques du pays.

Les entreprises indonésiennes, tablant sur la poursuite d'un taux de croissance élevé, se sont mises à emprunter pour spéculer. Des milliards de dollars ont été placés dans l'immobilier et la Bourse, créant une prospérité factice. Comme dans le cas de la Thaïlande, les capitaux étrangers ont brutalement douté de la solidité de cette croissance et décidé de fuir. Par un effet de dominos, la roupie décroche du dollar au début de l'année 1998 et perd jusqu'à 80% de sa valeur. Incapable d'endiguer une crise qui frappe des milliers d'entreprises, Suharto appelle le FMI et la Banque mondiale à l'aide. Le 5 novembre 1997, les autorités concluent un accord de confirmation de trois ans avec le FMI d'un montant de 15 milliards de dollars US. 10 milliards sont engagés par d'autres institutions multilatérales, telles que la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement et par des bailleurs bilatéraux qui ont mobilisé une aide additionnelle de 24,7 milliards de dollars (provenant des Etats-Unis, de Singapour, de l'Australie, du Japon, de la Chine, de Hong Kong et de la Malaisie) en échange de réformes (démantèlement de certains monopoles, restructuration du

système bancaire, ouverture économique...).

Financement extérieur de cinq pays asiatiques (Indonésie, Corée du Sud, Malaisie, Thaïlande, Philippines), en milliards de dollars

	1996	1997	Variation 1996-1997
Capitaux privés	3.0	12.1	-105.1
Investissements directs	.0	.2	+0.2
Investissements de portefeuille	2.1	11.6	-23.7
Capitaux du secteur bancaire	5.5	21.3	-76.8
Autres créanciers non bancaires	8.4	3.7	-4.7
Capitaux publics et officiels	0.2	7.2	+27.4
Financement extérieur total net	2.8	5.2	-77.6

Source : Institut of International Finance, " Les flux de capitaux vers les économies émergentes ", janvier 1998

En janvier et février 1998, Djakarta devient l'épicentre de la crise. La valeur des actions s'effondre et la baisse de la roupie dépasse par son ampleur toutes celles des autres monnaies de la région. Les conséquences sociales du krach sont terribles. Inflation galopante et dévaluation sauvage gomment le pouvoir d'achat des Indonésiens.

C'est dans ce contexte que le président Suharto, après avoir longuement tergiversé, décide finalement le 5 mai de lever les subventions sur les produits de base. Le résultat en a été une hausse de 40 à 70% des prix du kérosène, de l'essence et de l'électricité. Cette disparition des subventions, destinée à assainir les finances publiques et à prouver l'engagement de l'Indonésie en faveur du respect des réformes demandées par le FMI, alimente l'agitation sociale. C'est la mesure qui apparaît aujourd'hui comme le détonateur des émeutes de Djakarta et des grandes villes indonésiennes au cours desquelles cinq cent personnes au moins ont trouvé la mort.

Le scandale de la Bank Bali, qui révéla la faiblesse d'institutions de gestion publique et le mécontentement du FMI face à l'application du programme, conduit à la suspension de ce dernier en septembre 1999.

En février 2000, le gouvernement Wahid, issu des élections, négocie un nouvel accord élargi

de trois ans avec le FMI d'un montant d'environ 5 milliards de dollars US. Le cadre macro-économique vise à restaurer un taux de croissance annuel de 5, 6% en 2002, l'inflation annuelle étant ciblée au-dessous de 5%.



Le directeur général du FMI, Michel Camdessus, se tient debout, regard sévère et bras croisés, au-dessus du président indonésien assis et humilié

Cette crise, et les réformes qui la suivent ont bouleversé le visage industriel de ces pays, parmi les réformes jugés nécessaires par le FMI :

- Restructuration du secteur des banques : Les banques locales « peu viables » sont démantelées
- Réformes pour améliorer l'efficacité des marchés et accroître la transparence : elles visent à accroître l'efficacité économique et la transparence, notamment par la libéralisation du commerce et des investissements extérieurs, le démantèlement des monopoles nationaux et l'élargissement du programme de privatisations.
- Restructuration de la dette des entreprises : accélération de la mise en place, avec les créanciers extérieurs, d'un mécanisme pour établir les financements commerciaux et résoudre les problèmes d'endettement des entreprises et de crédit interbancaire.

Ces réformes, mêmes si elles peuvent avoir des effets bénéfiques à long terme et si elles sont bien faites, produisent en fait un appauvrissement du tissu industriel local. Par extension, cela étend un peu plus la crise, car les fournisseurs de ces industries perdent alors des clients, et ne survivent à leur tour pas à la crise.

Le contrôle des changes a été supprimé en Indonésie en 1971, à la demande du FMI mais aussi parce qu'il était préjudiciable à l'efficacité du commerce et des paiements internationaux et difficilement applicable étant donnée la proximité d'une grande place financière ouverte sur le monde, Singapour. Le système financier indonésien est cependant resté assujéti jusqu'en 1983 à des contrôles étendus. La supervision prudentielle a été renforcée en 1984, après une première libéralisation du secteur bancaire, il en fut de même en 1989 après l'allégement sur le contrôle de l'ouverture de nouvelles banques et la levée des restrictions à l'expansion des réseaux bancaires.

Vers le début des années 90, l'Indonésie, ainsi que les autres pays de l'Asie de l'Est, avaient ainsi libéralisé leurs marchés de finances et de capitaux. Cela n'avait pas pour but d'attirer plus de fonds, les taux d'épargne étant déjà de 30% du PIB ou plus. La libéralisation a eu lieu sous les pressions internationales, notamment du Département du Trésor américain. Ces changements ont provoqué une pluie de capitaux à court terme, c'est-à-dire qui recherchent la plus grande plus-value le jour, la semaine ou le mois suivant, à l'opposé des investissements à long terme. La dégradation tient en partie à l'inefficacité du contrôle et à la réglementation du système financier, dans le contexte de libéralisation. La libéralisation des mouvements de capitaux a été mal planifiée, favorisant l'emprunt à court terme alors même que la souplesse limitée des taux de change poussait les emprunteurs à sous-estimer le risque de change.

L'imprudence des banques et des entreprises emprunteuses n'a eu d'égale que celle des prêteurs étrangers, qui trahissait une perception erronée des informations disponibles. Dans ces conditions, la crise, une fois déclenchée, a été difficile à enrayer. La débandade des investisseurs nationaux et étrangers a créé un cercle vicieux : la dépréciation des monnaies nationales a rendu un nombre croissant d'entreprises insolubles, réduisant encore les chances de remboursement des créanciers et accélérant l'hémorragie des capitaux.

La crise financière a révélé une difficulté à faire émerger une nouvelle cohérence dans le système financier parallèlement au processus de déréglementation. Ainsi, la déréglementation financière, tout d'abord justifiée par la théorie économique, puis inscrite dans la logique de l'évolution de l'économie, a déclenché un processus de crise. Celle-ci aura été lourde d'enseignements, puisqu'elle a conduit à remettre en cause les théories libérales de la dérégulation radicale. En effet la libéralisation trop hâtive des marchés financiers et des marchés de capitaux, sans élaboration préalable d'une infrastructure institutionnelle et légale, a engendré une crise durable.

Indonésie, Indicateurs économiques (au 23 juillet 1998)

	1996	1997	1998	1999*	2000**
	Variation en pourcentage				
Croissance du PIB réel	8,2	1,9	-14,2	1,4 à 2,5	3
Prix à la consommation (fin de période)	5,7	12,9	64,7	-0,6	5,4
	Pourcentage du PIB, le signe moins dénote un déficit				
Solde budgétaire de l'administration centrale	1,2	1,1	-2,2	-3,3	-4,8
Solde extérieur courant	-3,4	-0,9	4,4	3,1	1,9
	Milliards de dollars				
Dettes extérieures	54,5	163,1	129,0	91,0	86,9

Source : données communiquées par les autorités indonésiennes; estimations des services du FMI

Les conséquences sociales de la crise en Indonésie ont été terribles. Les Indonésiens, qui avaient bénéficié d'une amélioration de leurs revenus et semblaient bien engagés dans la voie du développement, ont été frappés de plein fouet. L'Organisation Internationale du Travail estime que la crise a effacé un cinquième des emplois non agricoles en Indonésie. Il y a eu un glissement vers le secteur informel et du secteur tertiaire vers le secteur agricole.

En fin 1998, selon des données du gouvernement, 50 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté, estimé en Indonésie à 0,55 \$ par jour pour les villes et 0,40 \$ pour les campagnes.

L'effondrement de la devise locale et la spirale de l'inflation ont provoqué la banqueroute de nombreuses compagnies.

La perspective du chômage de masse était inconnue en Indonésie. La Banque mondiale estime que le chômage est passé de 4.9% à 13.8% en 1998. Entre août 1997 et janvier 1998, les consommateurs connurent des augmentations extrêmement importantes des prix de l'électricité (200%), du lait (50%) et du riz (36%).

b) L'Argentine

L'Argentine est le 8ème plus grand état du monde, il dispose de ressources minières (étain, uranium, zinc, pétrole)

Dès 1976 et le coup d'Etat militaire, la junte au pouvoir introduit une politique "néolibérale" en Argentine. La corruption se généralise, les structures économiques et sociales sont démantelées. Les escadrons de la mort font face aux contestataires en les exécutant.

Cette politique se poursuit sous les deux mandats de Carlos Menem, de 1989 à 1999. Lorsqu'il est élu président en mai 1989, l'Argentine est au bord de la faillite, avec une inflation de 200% par mois. Il impose un programme d'austérité qui va permettre à l'Argentine de redevenir, huit ans plus tard, le pays le plus riche d'Amérique du Sud avec un produit intérieur brut de 270 milliards de dollars. L'essentiel de ces mesures drastiques ont porté sur la libéralisation du commerce, la privatisation des principales entreprises d'Etat et le licenciement massif de plus de 100 000 fonctionnaires.

A partir de 1991, l'économie argentine est en croissance continue jusqu'à la crise du peso mexicain fin 1994, qui ébranle la structure financière du pays et provoque une fuite des capitaux.

Après la réélection de Carlos Menem en mai 1995 on assiste à un semblant d'embellie économique, bien vite démenti par un taux de 45% de chômage et de situations précaires enregistrés en 1996. Les réformes prônées par le FMI visant à réduire les dépenses publiques et à augmenter les recettes fiscales entraînent un mécontentement populaire, des vagues de licenciements et une précarité grandissante. La classe moyenne, moteur social de l'économie argentine, est frappée de plein fouet.

Parallèlement le pays est secoué par une vague d'affaires de corruption impliquant les plus hautes autorités de l'Etat, dont le président Menem et ses proches. Enrichissements illicites, évasion fiscale, blanchiment de narcodollars, trafic d'armes, anomalies judiciaires sont au centre de tous ces scandales. Au moment où la crise sociale touche le plus grand nombre, le régime ménémiste affiche un excès de luxe. Les manifestations anti-gouvernementales se multiplient. La crise du real brésilien en janvier 1999 va achever de fragiliser l'Argentine, premier partenaire commercial du Brésil

La situation entre l'Amérique du Sud et le FMI est de plus en plus tendue avec la nouvelle montée de revendication inspirées par le mouvement révolutionnaire bolivarien (plus ou moins affirmés) et socialiste : Chavez, Lula... Elle est d'autant plus tendue que les derniers dictateurs mis en place dans les années 70 et 80 ont été renversés depuis moins de 15 ans, et que les habitants de ces pays ont retrouvés leurs droits de vote depuis peu, et peuvent vouloir l'utiliser pour, par exemple, changer de politique économique. La position de l'Argentine est à ce titre stratégique pour le FMI car il permet d'offrir un exemple de ce que sa politique peut offrir sur ce continent: prospérité et richesses, selon eux.

L'Argentine était considérée comme un élève modèle par le Fonds monétaire international. Elle a, en effet, mis en oeuvre avec application et persévérance des programmes d'ajustement structurel, gouvernés par trois principes, qui font partie intégrante du "Consensus de Washington" : la flexibilité, l'ouverture de l'économie et le retrait de l'État, réduit à des fonctions régaliennes strictes. Ainsi, l'Argentine a mis en place une politique monétaire stricte fondée sur la création d'une caisse d'émission (currency board) assurant la parité entre le peso et le dollar, une politique budgétaire restrictive, des politiques de libéralisation des échanges, de déréglementation généralisée et de privatisation accélérée. Les résultats immédiats de cette politique ont permis d'atteindre des taux de croissance atteignant entre 5 % et 10 % par an, tandis que l'hyperinflation était endiguée.

La tension financière était encore très présente après la crise asiatique et le cas de la Russie. Cette tension financière et la possibilité de libre échange économique engendrent une fuite des capitaux argentins vers des investissements jugés plus sûrs, à l'étranger notamment, entraînant une dépendance plus grande de l'Argentine vis-à-vis des banques étrangères et donc du FMI.

Le FMI, craignant un enlisement de la crise revoit à la hausse ses attentes vis-à-vis des pays nécessitant d'investissements étrangers. En 1999, le FMI promet un prêt à la condition d'appliquer un nouveau programme d'austérité, ce qui sera fait en 2000. Cependant, ce programme entraîne des libéralisations suivies de licenciements dans les secteurs des télécommunications, du démantèlement du système public de sécurité sociale et la baisse des salaires des fonctionnaires, ce qui entraîne forcément une baisse des recettes de ces secteurs en expansion pour l'état. A la fin 2000, le FMI en demande plus, en imposant une abolition du système de sécurité sociale, et un gel des dépenses du gouvernement.

En 2001, les FMI redemandait une baisse des dépenses publiques. Ce qui fut fait, par exemple : le gouvernement d'une province a été contraint de fermer, par manque d'argent, pendant plusieurs jours, tout le secteur public, à l'exception des services d'urgence dans les hôpitaux. Puis il refuse un prêt à cause d'un manquement à la condition « zéro déficit » de l'état argentin.

A la fin 2001, le gouvernement argentin décrète l'état d'urgence devant la montée de contestations de ceux qui subissent ces réformes.

Depuis, certains anciens ministres argentins ont été traduits en justice pour corruption, vente d'armes... Et le gouvernement tente de retrouver une stabilité économique, notamment en s'ouvrant plus vers le marché du Mercosur. Cette stabilisation est devenue une légère croissance, mais cette crise est pour l'Argentine, un bond en arrière économique et social. La politique d'austérité du FMI, qui, plaçant la barre toujours plus haut, a abusé des tensions sur les marchés, et entraîné une fuite des capitaux et un affaiblissement de la position internationale de l'Argentine qu'il voulait pourtant comme exemple réusit d'ouverture totale des marchés en Amérique du Sud.

c) Une profonde crise de confiance vis-à-vis des institutions supranationales

Il est intéressant de constater qu'au sein même des pays fondateurs et fortement représentés au sein du FMI se concentre la majorité des contestations. En effet, comme nous le verrons, les pays qui osent se plaindre ouvertement de la politique du FMI sont rares, et les mouvements sociaux, s'ils ne sont pas fait par des occidentaux ou des « terroristes », ne sont pas médiatisés. On assiste donc à des gens des pays du nord qui se battent contre une organisation qui sert à garantir l'hégémonie du nord (même si cela semble contradictoire). Sans vouloir retrouver les origines de ces contestations, il est intéressant de constater que les principaux intéressés (les états qui subissent la politique du FMI) ne se plaignent pas, du moins pas ouvertement. Cela est dû au fait qu'on ne remet pas en cause le FMI, un état ne doit pas le faire sous peine de se le mettre à dos, et de déclencher des gels bancaires qui affaibliront cet état. Les gens regrettent qu'en leur nom et pour leur futur, on décide pour eux sans que cela soit contrôlable ni par les habitants des pays du nord, ni par ceux qui devront appliquer ces réformes.

Le FMI apparaît comme une organisation toute puissante, sans contrôle sinon celui de l'argent. Cette apparence lui vaut une hostilité croissante. L'arrogance du FMI (comme en Indonésie lorsque M. Camdessus impose ses décisions à un gouvernement, bras croisés, un peu comme un maître rabroue un élève) est aussi une des raisons qui le font paraître hostile.

Quelques états, comme le Brésil, sont très ouverts aux mouvements sociaux (comme le forum mondial à Porto Allègre), et c'est ce qui a permis la montée au pouvoir de Lula. Hélas, il a bien du constater que le FMI ne serait pas d'accord avec sa politique intérieure, et a revu les changements qu'il avait envisagé et promis à la baisse, de peur que sa monnaie ne dégringole à cause du FMI et de la note qu'il lui aurait attribué.

Le 1er Forum social mondial, réuni à Porto Alegre (Brésil). Il se termine sur un mot d'ordre d'annulation de la dette des pays en développement. Ce forum social s'impose comme modèle alternatif au FMI et autres organisations afin de réduire les inégalités, et rouvrir un dialogue qui permettrait aux citoyens du monde de s'exprimer quand à la politique du monde. Pour le moment, il s'agit plus de dénoncer les divers problèmes structurels des institutions en promouvant des projets comme le commerce équitable, le micro crédit (récupéré par le FMI récemment malgré son utilisation depuis de nombreuses années)...

Les mouvements sociaux dans les grandes villes où se réunissaient les pays du G7, du G8 (Seattle, Gène puis Florence) ont permis à la fois de montrer la contestation, mais aussi de constater la réapparition de mouvements violents. Cette violence ne s'exprime pas forcément par des coups sur des personnes, mais par des destructions de matériels synonymes de mondialisation sauvage, de la violence psychologique (les black blocks qui font peur parce qu'anonymes et d'apparence groupusculaires), ou de la violence médiatique (Les Yes Men qui annoncent 14 Milliards de dollars

de remboursement à pour la catastrophe de Bhopal à la BBC au nom de Dow Chemicals, ou donnent des conférences au nom de l'OMC sur l'ultra ultralibéralisme).

Il faut dire que l'histoire récente de ces « vieilles dames » de la finance a révélé une opacité peu compatible avec les principes démocratiques et les plus grandes extravagances dans leur gestion. Si l'on s'attarde, par exemple, sur le bilan des dix années pendant lesquelles le FMI s'employa à redresser l'économie de la Russie, on ne peut que rester pantois devant des résultats aussi pitoyables. Et si l'on se remémore l'audit interne effectué par la Banque Mondiale qui découvrit que 4 000 de ses programmes avaient donné des résultats peu satisfaisants, on ne s'étonnera pas de l'image désastreuse qui colle irrésistiblement aux institutions de Bretton Woods : des temples de la dissimulation où des bureaucrates grassement payés font affaire avec l'élite nantie des nations pauvres et contribuent ainsi à aggraver la misère des populations en leur imposant un intolérable joug financier...

Enfin, la dérive constatée dans la gestion de la stabilité monétaire en général qui consiste à s'ingérer dans les affaires financières et donc politiques de régions, et de produire des réformes massivement impopulaires (réduction des budgets, privatisation de l'enseignement afin de limiter les coûts pour le gouvernement souvent au détriment des générations futures, démantèlement des systèmes de retraites au profit de fonds de pension internationaux (dont on connaît les ravages dans les secteurs boursiers)...).

Le principal reproche fait au FMI et à la Banque Mondiale par les pays en développement est le manque de représentativité et de flexibilité lors des votes (1 \$ = 1 voix), ce qui favorise le pouvoir des pays riches, et donc leur pouvoir de rester les plus riches le plus longtemps possible en créant l'instabilité financière locale par l'ouverture au marché internationale et aboutit à un appauvrissement du tissu industriel local au profit des groupes internationaux, par la mise à la tête des entreprises stratégiques (semi-conducteurs, exportations...) de dirigeants labellisés FMI, leur rachat par les groupes internationaux, ou tout simplement leur mort par manque de concurrence face à des groupes industriels et financiers puissants et influents.

Cet appauvrissement favorise à terme les pays riches qui ont pris le contrôle d'un secteur où ils étaient dépendants de nations autres qu'eux et qu'ils jugeaient stratégiques. Cette représentativité manifestement non démocratique (ou alors la démocratie de l'argent, comme acheter des votes (illégal dans les nations démocratiques, mais tout à fait normal au FMI) permet de justifier l'écart croissant entre les pays du nord et ceux du sud par des lois économiques incontestables, qui rappelons le, peut être résumé à : « laissez faire la main invisible ».

Un autre reproche est sa politique qui favorise le pillage des ressources naturelles des pays pauvres à bas coût, et pénalise le développement d'industries fabriquant les produits sur place (les centres de production sont ailleurs) ce qui les rend plus dépendant de nos produits finis.

En effet, il y a des coût internationaux pour les marchés comme l'acier, le pétrole, le café, le cacao, le blé,... et autrefois l'aluminium (autrefois car les Etats-Unis produisent de l'aluminium et

ne supportent pas la concurrence russe) qui sont des marchés de matière première. Or il n'y a pas de prix fixé sur les produits finis et c'est de là que provient la plus value qui font fonctionner les industries. Si les pays pauvres n'ont pas d'industries développées, et se limitent à extraire les matières dont les pays riches ont besoin, la plus value va toujours aux pays riches et les prix des marchés seront toujours contrôlés par les pays riches.

Enfin, la spéculation sur les monnaies permet au FMI d'agir sur les monnaies, en les dévaluant par le biais de financiers qui suivent les conseils du FMI et donc de réprimer les états qui ont une politique qui ne va pas dans le sens du FMI. Il suffit d'émettre des réserves sur un pays suivant un régime économique particulier pour que les détenteurs d'actions et de titres s'affolent et vendent, ce qui entraîne effectivement une crise, et donc la jubilation du FMI qui voit là les raisons de ses réserves, et peut affirmer que la politique de l'état est désastreuse, tout en réclamant un changement de politique économique d'urgence. Les pays doivent alors s'endetter s'ils ne veulent pas manquer de matière première (dont la valeur n'a pas été dévaluée) et bloquer les industries et les importations.

Cette réalité a dénaturé totalement le rôle des institutions financières internationales : alors que le FMI a pour fonction officielle de garantir la stabilité du système financier international et que la Banque mondiale est censée financer des projets de développement, ces deux institutions ont quasiment fusionné pour se limiter au rôle de pompier (en dégageant des lignes de crédit pour boucher le déficit créé par la fuite des capitaux) et de gendarme (en conditionnant ces "aides" à des réformes de libéralisation sans cesse plus poussées) du système mondial.

2. Le consensus de Washington au cœur de la crise

a) Une solution pour tous les pays

Suite aux politiques monétaristes lancées au Nord et à la crise de la dette du Tiers Monde, les années 80 vont progressivement aboutir au Consensus de Washington, qui va orienter l'ensemble des politiques économiques mondiales vers les objectifs d'austérité budgétaire et de libéralisation du commerce et des capitaux.

A l'époque, les bouleversements macroéconomiques impliqués par la hausse des taux d'intérêt internationaux ont provoqué de graves déséquilibres de la balance des paiements du Sud. La stabilité du système financier international devient ainsi tributaire d'un rééquilibrage de cette balance, ce qui comporte une contradiction de poids : un excédent du Sud implique un déficit des paiements du Nord, alors que le Nord a lui-même accumulé un endettement public démesuré.

Mais cette contradiction structurelle est superbement ignorée et le Consensus de Washington est appliqué partout par le biais des plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale : les budgets sont réduits à leur plus simple expression et les frontières commerciales et financières sont largement ouvertes aux investissements internationaux.

Or, comme le note la CNUCED dans son Rapport sur le Commerce et le Développement 1999 : "Après plus de dix ans de réformes libérales dans les pays en développement, leurs difficultés de paiement, qui avaient conduit à repenser les orientations, n'ont rien perdu de leur acuité, et leur économie est plus tributaire que jamais du financement extérieur pour parvenir à un taux de croissance permettant de s'attaquer aux problèmes profondément ancrés de la pauvreté et du sous-développement".

Ainsi, si la réduction drastique des budgets sociaux (éducation, santé, subventions, etc.) a fortement appauvri les populations du Sud, les mesures macroéconomiques de libéralisation ont également abouti à un cuisant échec, ceci aussi bien en matière commerciale que financière.

Ces plans de réformes échangés contre de nouveaux prêts sont appelés « plans d'ajustement structurels ».

La libéralisation du commerce était censée permettre une allocation optimale des ressources (en fonction des avantages comparatifs) et procurer aux pays en développement les revenus d'exportation nécessaires au désendettement et à l'importation d'équipements pour son industrialisation.

Or, les pays en développement se sont en réalité retrouvés cernés par les règles déloyales de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), tandis que le « tout à l'exportation » sans débouché supplémentaire sur le marché mondial a abouti à une détérioration constante des cours des matières premières (et donc des revenus d'exportation).

Le protectionnisme du Nord : en vertu de l'accord de l'OMC sur l'agriculture, les pays en développement ont été tenus d'abaisser leurs tarifs douaniers et de réduire les subventions versées à leur secteur agricole. Mais à l'opposé, les pays riches du Nord ont eu recours à des obstacles tarifaires et non tarifaires pour limiter l'entrée des exportations agricoles du Sud. En outre, les exemptions existantes de l'OMC permettent aux pays riches de fournir un soutien direct des revenus aux producteurs agricoles : quelque 350 milliards de dollars annuels. Ce protectionnisme des pays riches n'est pas limité au secteur de l'agriculture et selon le PNUD, cette concurrence déloyale entraîne des pertes annuelles de 700 milliards de dollars au titre des recettes d'exportation pour les PED.

La détérioration des termes de l'échange : suite à une augmentation des exportations sans demande mondiale supplémentaire, le Tiers Monde doit subir une chute quasi perpétuelle du cours des matières premières qu'il exporte. Comme le note par exemple la Banque mondiale dans son Global Development Finance 2000, "A la fin de l'année 1999, les prix ont diminué de 48% pour le cacao, de 36% pour le thé et de 46% pour le coton par rapport aux cours de 1997." Cela entraîne une diminution des revenus d'exportation et donc de devises nécessaires aux importations. Par conséquent, le développement économique est paralysé et la sécurité alimentaire du Sud devient incertaine (vu que les réformes d'ajustement ont impliqué une substitution des cultures d'exportation aux cultures vivrières). De nombreux pays pauvres doivent emprunter pour payer leurs importations commerciales de produits alimentaires et autres, ce qui aggrave la situation de leurs balances des paiements, augmente leur dette extérieure et les rend plus dépendants de l'aide alimentaire.

La libéralisation financière devait quant à elle attirer les capitaux internationaux en quête de hauts rendements et permettre aux pays en développement d'investir davantage que leur épargne sans creuser le déficit des paiements. En outre, les IDE (investissements directs à l'étranger) devaient favoriser le transfert de technologies et de compétences du Nord vers le Sud.

Or, les flux de capitaux se sont révélés très concentrés et instables, ce qui aboutit à une marginalisation financière de nombreux pays et à des crises financières à répétition dans les pays "privilegiés" par ces flux.

La concentration des flux de capitaux internationaux : comme le note la CNUCED, alors que les quatre cinquièmes des IDE mondiaux sont destinés aux pays riches, "les apports de capitaux [destinés aux pays en développement] se sont concentrés sur un petit groupe d'une vingtaine de

marchés émergents, qui ont reçu plus de 90% du total dans les années 90, contre 50% environ avant le déclenchement de la crise de la dette". En clair, une part importante des pays en développement (et principalement les 48 PMA qui se contentent de 1% des IDE destinés aux PED) est privée de cet apport de capitaux et ne dispose donc pas des fonds nécessaires à son développement. Et les perspectives en la matière ne sont pas optimistes, comme le note par exemple le Rapport 2000 de l'OCDE sur les statistiques de la dette extérieure : "De nombreux pays en développement, parmi lesquels la majorité des pays à faible revenu, ne parviennent toujours pas à attirer les capitaux privés. Leur dépendance à l'égard de l'APD se trouvera encore aggravée, du fait qu'ils n'intéressent pas les investisseurs privés".

L'instabilité des flux de capitaux : suite à la "financiarisation" de l'économie mondiale, une part sans cesse croissante des apports de capitaux correspond à des fusions-acquisitions et à des opérations spéculatives (et donc pas à des investissements réels). Cela a abouti au cours des années 90 à des crises financières à répétition, les flux de capitaux "moutonniers" passant d'Amérique latine en Asie, puis rebondissant de Russie en Amérique latine, aggravant au passage la pauvreté et les inégalités. Ainsi, selon la CNUCED, "La majorité des pays qui ont connu une croissance plus rapide ont vu leur balance commerciale se détériorer, le déficit étant financé par des apports de capitaux privés. Toutefois, ces apports n'ont pas été soutenus, ce qui a provoqué des crises monétaires, une contraction économique et une restriction massive des importations. (...) La libéralisation des flux de capitaux, souvent motivée par la nécessité de financer les déficits extérieurs croissants, a en fait aggravé les choses".

En résumé, le Consensus de Washington se révèle un cuisant échec et sa logique empêche tout espoir de développement pour le Sud.

Suite au protectionnisme des pays riches et à la chute des cours des matières premières, les revenus d'exportation escomptés ont été maigres et la libéralisation du commerce aboutit à un accroissement constant du déficit commercial (les seuls pays faisant exception étant ceux appliquant un contrôle des mouvements de capitaux, comme le Chili et la Chine).

Ce déficit n'a été temporairement bouché par les flux de capitaux privés que dans une vingtaine de pays (les pays dits "émergents"). Mais ces flux étant majoritairement spéculatifs, leur reflux massif a laissé apparaître un important déficit des paiements, ce qui a débouché sur des crises financières dévastatrices et de sévères récessions régionales.

Le cuisant échec du Consensus de Washington est résumé ainsi par la CNUCED : "Les mesures qui sont prises pour réduire le déficit des paiements par un accroissement des exportations vers les pays développés se heurtent au marasme des marchés, à une évolution défavorable des termes de l'échange et au protectionnisme. Il en résulte que le maintien de la croissance repose de plus en plus sur la capacité d'attirer des capitaux spéculatifs est ainsi devenue le pilier instable de la croissance économique et du développement dans de nombreux pays."

b) Le problème des prêts et de leurs intérêts

Le problème vient du fait que les profits nouvellement générés dans le cadre d'une restructuration sont utilisés non pas pour poursuivre par un réinvestissement, mais utilisés pour solder les intérêts des diverses dettes, ou est investie dans des placements sûrs (chose facile si on ouvre les marchés financiers) à l'étranger, où la situation est stable depuis plus longtemps. Ceci quand il ne s'agit pas de détournement ou de corruption.

Les entreprises locales n'ont ainsi plus de financement, et doivent recourir à un nouveau crédit, ou mourir. Pour les populations, il est alors plus tentant d'utiliser les services d'un grand groupe plutôt que ceux des entreprises locales qui n'ont ni les budgets, ni les partenariats des grands groupes.

Ces phénomènes entraînent les pays dans un cercle vicieux où plus ils cherchent à plaire aux exigences des pays riches, plus ils en deviennent dépendants.

L'annulation totale de la dette fait l'objet de campagnes internationales de diverses organisations non gouvernementales.

Cette revendication repose sur l'idée que la dette constitue un fardeau insupportable bloquant toute perspective de développement, voire un fardeau "odieux" en ce qui concerne les dettes héritées de gouvernements non démocratiques. Un autre argument avancé est celui de la dette "déjà remboursée", du fait de l'augmentation des taux d'intérêt.

Si ces campagnes n'ont pas débouché sur une annulation pure et simple, elles ont de fait contribué à l'émergence de l'idée d'une dette "insoutenable" reprise par le FMI et la Banque mondiale, et à la réflexion sur la co-responsabilité prêteurs - emprunteurs.

Les prêts sont indispensables aux pays pour mener des réformes car ils permettent de financer des programmes de scolarisation, le développement d'industries nationales, ce qui permet de percevoir plus d'impôts et de taxes, et donc de demander moins de prêts la fois suivante. Un pays qui ne recevrait plus de prêts serait bloqué, ou retardé dans son développement.

Le FMI utilise le « rating » comme moyen de pression. Par ce système, les pays sont notés selon des critères politiques, économiques... Ceux qui ont des mauvaises notes font peur aux banquiers, car ceux-ci y voient un risque de non remboursement.

Si un pays décide de ne pas suivre la politique du FMI, on lui donnera une mauvaise note selon la notation du FMI. Ce qui entraînera un refus de prêts, que ce soit pour les entreprises de ce pays, ou pour le pays lui-même.

Les pays nécessitant ont donc tout intérêt à appliquer les réformes du FMI s'ils ne veulent pas être sanctionnés économiquement.

Cette brève présentation nous a permis de mettre en relief toute la complexité du problème qui réside dans l'ambivalence de ces deux institutions. Une face blanche lorsque tombe le prêt, qui sauve le pays d'une crise économique, et une face noire lorsqu'il faut impérativement se plier à leurs règles pour être aidé et que l'aide se comporte plus comme un boulet à traîner que comme une aide durable.

Conclusion

Cependant, il faut bien comprendre que le FMI et la BM ont dû évoluer. Que les premiers « essais » de prêts (pour la reconstruction de l'Europe et du Japon principalement) ont parfaitement rempli leur rôle, replaçant ces pays aux premiers rangs de la scène géopolitique. Une fois ces objectifs atteints, les deux institutions ont recentré leur intérêt vers d'autres régions, en y appliquant les mêmes règles, mais sans avoir les mêmes résultats.

Cependant, il est aussi vrai qu'en regardant les actions des dernières années, on observe que les prêts agissent en défaveur des pays visés, qui se retrouvent lestés d'une somme à rembourser trop importante et ne réussissent pas à tirer un réel profit de l'argent reçu, à peine éviter de ne pas sombrer... et faire sombrer les pays voisins (géographiquement et économiquement).

Il faut donc comprendre que la complexité du problème ne peut pas se résoudre à une « main invisible » qui exploite les pays pauvres pour donner aux riches... Cette idée, toujours présentée par les réfractaires, est certes fondée mais les complètement de côté les premières actions des deux institutions, et ne leurs accorde aucun droit à l'erreur pour leurs premiers pas. Car il ne faut pas quitter d'esprit le fait que le FMI et la Banque Mondiale n'existent que depuis 50 ans et s'attaquent à des problèmes de taille...

Bibliographie :

Sites internet :

le FMI

la Banque mondiale

la documentation Française

Attac

Oxfam

Documentation du haut conseil de la coopération internationale

Livres :

Joseph E Stiglitz - La Grande Désillusion (2002)

les CDROMS:

Atlas géopolitique 2004

Le Monde 2003

Le Monde Diplomatique